

Solidarité départementale

Service de l'Autonomie

**ARRETE N° 14 - 1945**  
**Fixant la dotation pour l'année 2014**  
**du SAMSAH à Mende.**

**Le Président du Conseil général de la Lozère**

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'action sociale et des familles, notamment les articles R314-22 et suivants, R314-34 et suivants ;

VU le Code de la santé publique ;

VU la loi n°2002-02 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU l'ordonnance n°2005-1477 du 1<sup>er</sup> décembre 2005 portant diverses dispositions relatives à l'aide sociale aux établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU la délibération du Conseil général du 20 décembre 2013 approuvant la mise en place des crédits de paiement pour la gestion de l'exercice 2014 ;

VU la délibération du Conseil général du 14 avril 2014 approuvant le budget primitif départemental de l'exercice 2014 ;

VU les propositions budgétaires de l'établissement ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur général des services du département ;

**ARRETE**

**Article 1** Pour l'exercice budgétaire 2014 les recettes et les dépenses prévisionnelles de l'établissement SAMSAH situé Résidence l'Aurore, 48000 MENDE, sont acceptées comme suit :

Groupes fonctionnels	Montant en Euros	Total en Euros
<b>Groupe I</b> Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 448.00 €	<b>Total des dépenses</b> 479 165.00 €
<b>Groupe II</b> Dépenses afférentes au personnel	402 744.00 €	
<b>Groupe III</b> Dépenses afférentes à la structure	47 973.00 €	
<b>Groupe I</b> Produits de la tarification	479 165.00 €	<b>Total des produits</b> 479 165.00 €
<b>Groupe II</b> Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00 €	
<b>Groupe III</b> Produits financiers et produits non encaissables	0.00 €	

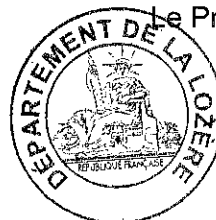
**Article 2** Pour l'exercice 2014, la dotation globale annuelle de fonctionnement allouée au Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (S.A.M.S.A.H) est fixée à **228 592.00 €**. Elle est versée mensuellement par douzième.

**Article 3** Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent être portés devant le Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux, dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié ou de sa publication pour les autres personnes.

**Article 4** Monsieur le Directeur général des services du département, Madame le Payeur départemental sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'établissement concerné, et publié au Recueil des Actes Administratifs du Département.

Mende, le **29 JUIL. 2014**

Le Président du Conseil général,



Jean-Paul POURQUIER